



1^{er} baromètre de la rénovation des écoles

Tout comprendre sur la rénovation
énergétique et l'adaptation
climatique des bâtiments
scolaires et éducatifs.

Baromètre de la rénovation des écoles 2025.

Direction de la publication : EdurénoV programme de la Banque des Territoires et la SCET
SEPTEMBRE 2025

Conception éditoriale : Agence Mots-Clés.

Tous droits réservés.

Édito

Nous avons lancé en 2023 le programme EduRénov afin de répondre à une demande croissante des collectivités : rénover leur patrimoine scolaire. Elles ont répondu présentes, au-delà de nos prévisions. En avance sur sa trajectoire, EduRénov accompagne aujourd'hui plus de 5000 projets partout en France.

La première édition de ce baromètre confirme que la rénovation des bâtiments scolaires est, et restera une priorité essentielle des collectivités dans les années à venir.

Comment pourrait-il en être autrement, alors que la rénovation du patrimoine scolaire est à la croisée de tant d'enjeux ? Réussir sa transition énergétique, maîtriser son empreinte environnementale, réduire sa facture énergétique dans un contexte budgétaire contraint, adapter ses bâtiments au changement climatique, aux canicules, et surtout offrir aux élèves, aux enseignants, à l'ensemble de la communauté éducative les meilleures conditions d'apprentissage.

Le programme s'attache ainsi à lever les principaux freins identifiés. Le financement, d'abord, avec la mobilisation de 2 milliards d'euros de prêts. Le baromètre révèle d'ailleurs que le prêt demeure un levier sous-exploité par les collectivités avec des potentiels de mobilisation importants. Le manque de compétences, ensuite. Des dispositifs d'accompagnement, notamment en ingénierie financière, sont déployés et montent en puissance. Ce programme s'inscrit pleinement dans la mobilisation du Groupe Caisse des Dépôts pour soutenir la transformation écologique dans les territoires.

Des Communes aux Départements, des Régions aux Intercommunalités, partout en France, avec des élus de tous horizons, et une communauté de plus de 40 partenaires, la rénovation énergétique des écoles est un sujet qui rassemble.

Aux côtés des collectivités, la Banque des Territoires continuera à accompagner ce qui est sans doute le plus fédérateur des projets pour un territoire : rénover son école.



Kosta Kastrinidis
Directeur adjoint
Banque des Territoires



Les équipes du groupe SCET sont ravis d'avoir réalisé, aux côtés de la Banque des Territoires, le premier baromètre de la rénovation des écoles en France. Dans la continuité de l'accompagnement mené depuis plus de deux ans auprès du programme EduRénov, nous avons souhaité construire un outil qui permette de mieux comprendre les attentes des collectivités, d'identifier les freins, d'analyser les premiers impacts. Autant de repères essentiels, à suivre régulièrement, pour amplifier la dynamique de rénovation engagée. Fruit d'un travail approfondi auprès d'environ 300 élus et agents, et de modélisations prospectives, ce baromètre confirme d'abord que la rénovation des bâtiments scolaires est une priorité de premier plan pour les territoires.

Ainsi, en prolongeant le rythme des 5 dernières années, 30 % du parc pourrait lancer une rénovation dans les 5 prochaines années. À la clé, des économies d'énergies et un levier budgétaire : la facture d'énergie des collectivités pourrait être allégée de 10 % par an. Ce baromètre montre également que les collectivités engagent ou souhaitent engager des projets d'ampleur, qui combinent enjeux fonctionnels, techniques et environnementaux. Mieux comprendre l'état actuel des patrimoines et améliorer l'évaluation de l'impact des travaux menés font également partie des attentes exprimées. Au-delà des besoins de financement, les projets réclament ainsi un renfort dans l'accompagnement, de la conception à la mise en œuvre. Chantier essentiel pour tenir l'horizon de transition énergétique, la rénovation des écoles fait donc figure de défi technique pour les collectivités.

Un défi en résonance avec notre vocation : être au service de ceux qui transforment les territoires, sur l'ensemble de la chaîne de valeur des rénovations.



Christophe Lasnier
Directeur Général Adjoint
SCET



Sommaire



Synthèse
de l'étude

5



Méthodologie

11

01

Rénovation des écoles :
un sujet, beaucoup
d'enjeux.

14

02

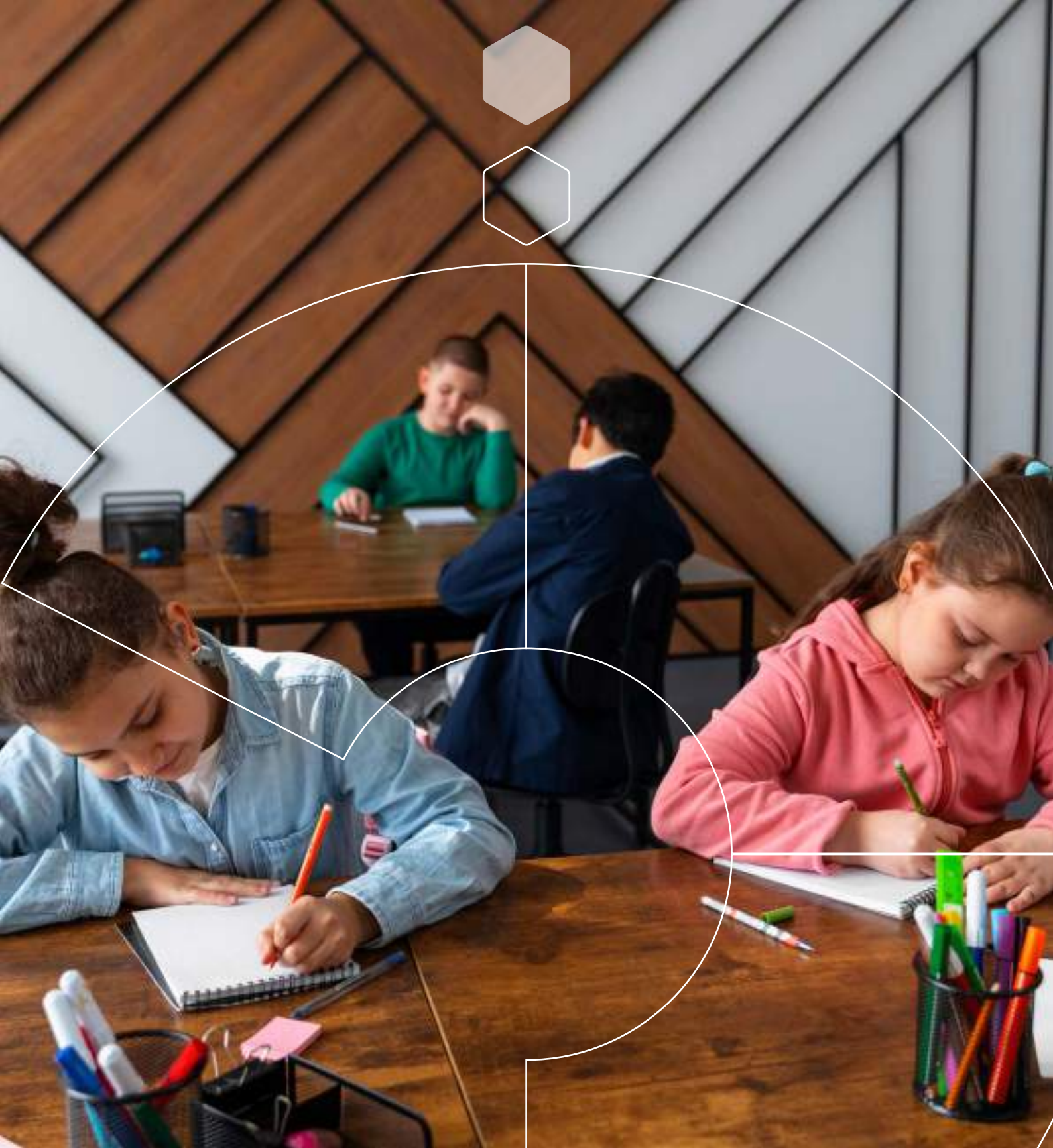
La rénovation des écoles :
une priorité majeure pour les
collectivités.

22

03

**4 défis pour réussir
et accélérer**
la rénovation des écoles.

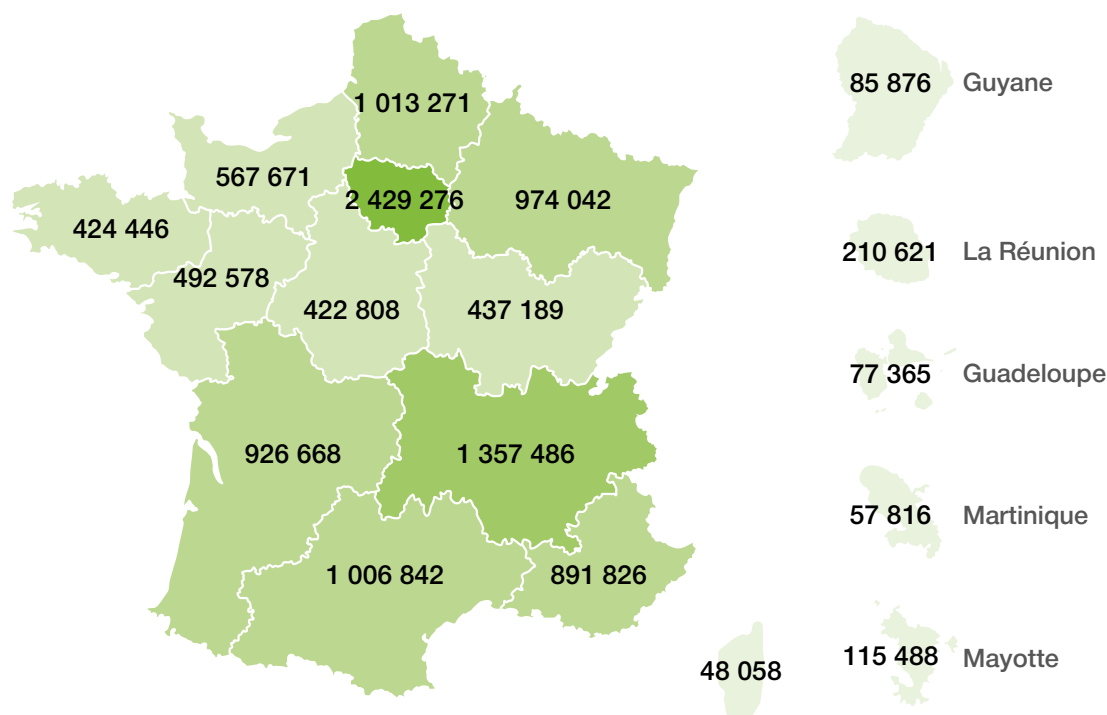
29



Synthèse de l'étude

1 64 000 établissements scolaires sont concernés par le défi de la rénovation des écoles

11,8 millions d'élèves fréquentent
les établissements scolaires de France⁴



Le bâti scolaire représente 157 millions de m² soit 30 % du patrimoine immobilier public total de l'Etat et des collectivités territoriales

Le patrimoine scolaire est constitué de plus de 50 000 établissements¹, représentant une surface totale d'environ 157 millions de m². Cette surface se répartit de façon relativement homogène entre les écoles (56 millions de m²), les collèges (49 millions de m²), lycées (52 millions de m²)².

Le parc est vieillissant : 80 % des écoles primaires ont plus de 50 ans

Ce vieillissement concerne tous les types d'établissements : 76 % des collèges et 80 % des lycées ont ainsi plus de 25 ans. Il s'accompagne d'une dégradation avancée, qui touche 10 % à 20 % des bâtiments du parc scolaire.

Les écoles seront exposées à des vagues de chaleur 3 fois plus fréquentes en 2030

Les vagues de chaleur de l'été 2025 ont rappelé l'urgence de rénover les écoles et d'assurer le confort d'été des élèves. Et cette urgence risque de s'accroître : d'ici 2030, les projections montrent que 9,4 millions d'élèves pourraient être exposés de 2 à 8 jours de fortes chaleurs par an, soit 2 à 5 fois plus que pendant la période 1976-2005.

Sources : ¹Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse – DEPP. 2025. Repères et références statistiques 2025 : sur les enseignements, la formation et la recherche.

²MEN, Guide « Bâtir l'Ecole »

³Alliance écologique et sociale. 2025. L'école bien dans ses murs. Pour une rénovation écologique du bâti scolaire.

⁴Premier degré, second degré, enseignement supérieur) - Répartition par région - Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse – DEPP. 2025. Repères et références statistiques 2025 : sur les enseignements, la formation et la recherche.

2 Une dynamique positive est engagée dans les territoires français

La rénovation énergétique est l'une des priorités des mandats actuels des exécutifs locaux même si des incertitudes pèsent sur l'avenir

9/10

9 collectivités sur 10 considèrent la rénovation énergétique comme une priorité de leur mandat actuel.

8/10

8 sur 10 déclarent déjà vouloir poursuivre cet effort et placer la rénovation comme une des priorités du prochain mandat.

Ce léger recul s'agissant du prochain mandat constitue un point de vigilance. Il traduit une incertitude, sans doute liée au renouvellement à venir des exécutifs locaux. Mais il peut aussi être le signal faible d'une moindre attention au défi de la rénovation énergétique et plus globalement de la transition écologique.

Une tendance forte se dessine : construire moins, rénover plus

77 % des collectivités

déclarent avoir mené une majorité de rénovations parmi les interventions sur leur patrimoine scolaire et éducatif.

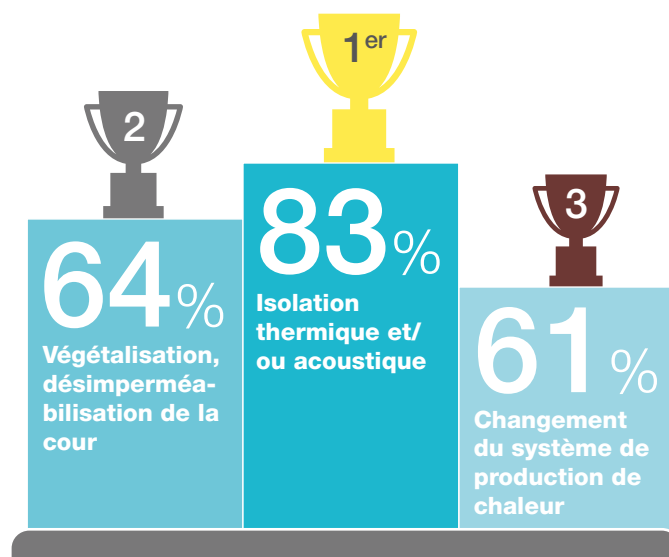
À l'inverse, **seules 3 %** déclarent avoir principalement réalisé de la construction neuve.

Ces résultats confirment le **virage pris en faveur de la rénovation**. Celle-ci constitue ainsi un **choix politique** fréquent, qui s'explique également par d'autres facteurs : état du bâti, besoins et contraintes du territoire, espace disponible, financements disponibles, évolution démographique, etc.

84 % des collectivités ont lancé ou réalisé un projet de rénovation dans les 5 dernières années

72 % des projets engagés correspondent à des rénovations globales et constituent ainsi des transformations d'ampleur.

La priorité n° 1 est le confort thermique, comme en témoigne le top 3 des travaux menés :



3

Les 1^{ers} résultats sont encourageants, les efforts doivent être poursuivis

66 %

des collectivités déclarent avoir atteint tout ou partie des objectifs qu'elles s'étaient fixés

44 % des collectivités ont atteint certains de leurs objectifs, et 22 % d'entre elles la totalité, que ce soit en matière d'efficacité énergétique, d'usage ou d'impact environnemental.

Surtout, 86 % estiment que les usagers sont satisfaits ou très satisfaits des travaux menés. Cette satisfaction progresse particulièrement lorsque les collectivités consultent des publics divers (élèves, professeurs, parents d'élève...) au cours de leur projet de rénovation.

16 000

rénovations supplémentaires pourraient se lancer entre 2025 et 2030 si le rythme observé depuis 2021 se maintient

2 600 rénovations ont été initiées en moyenne chaque année entre 2021-2024.

En maintenant ce rythme de rénovation, toutes choses égales par ailleurs, c'est 32 % du parc scolaire qui pourraient encore avoir engagé une rénovation entre 2025 et 2030.

Ces projections supposent *a minima* de maintenir les efforts déjà soutenus dans le déclenchement des études et travaux de rénovation énergétique du bâti scolaire.

10 %

en 2030, la facture énergétique des collectivités liée au patrimoine scolaire pourrait être réduite de 10 % par an

Dans la continuité des rénovations menées au cours des cinq dernières années, celles projetées pour les cinq prochaines permettraient ainsi d'économiser environ 130 M€ par an.

Ce chiffre, établi sur la base des projections de coûts énergétiques à l'horizon 2030, représente près de 10 % de dépenses énergétiques annuelles projetées des collectivités locales sur leur parc scolaire.

À ces dépenses évitées s'ajouteraient par ailleurs les économies d'énergie rendues possible par une évolution des usages, une meilleure gestion énergétique et la massification des éco-gestes au quotidien.

4

Nous identifions 4 défis pour réussir et accélérer la rénovation des écoles

Défi 1 : Financer

Le nerf de la guerre : le financement reste l'enjeu n° 1 pour 73 % des collectivités.

Identifier les aides disponibles (54 %) constitue le premier frein financier rencontré par les collectivités (et singulièrement les communes), suivi par l'anticipation de la hausse des coûts (51 %) et la conduite d'évaluations budgétaires fines (47 %).

Défi 2 : Monter en compétences

2 collectivités sur 3 déclarent avoir manqué d'une ou plusieurs compétences au cours de leur projet.

Ce déficit d'ingénierie interne complique la gestion de projet par les collectivités, dont 50 % expriment une difficulté à faire les bons choix, notamment entre différents scénarios de rénovation.

Défi 3 : Mieux connaître le parc

54 % des collectivités n'ont qu'une vision partielle de l'état de leur patrimoine scolaire.

Et parmi celles qui disposent de données, 1 sur 5 découvre un bâti plus dégradé que prévu.

Défi 4 : Mesurer l'impact réel

1 collectivité sur 5 ignore encore l'impact réel de ses rénovations sur la consommation énergétique.

Parmi les collectivités ayant atteint tous leurs objectifs, 55 % constatent une baisse significative (supérieure à 40 %) de la consommation énergétique.







École élémentaire Anatole DEVARENNE, Andeville

Méthodologie

Un baromètre en 4 piliers méthodologiques

Fruit d'un travail collaboratif impulsé par le programme **EduRénov** (porté par la Banque des Territoires) et par la **SCET**, les résultats présentés dans le baromètre ont été consolidés grâce à 4 outils.

01

Un groupe de travail constitué pour mettre au point la méthodologie

Le baromètre a été porté par 21 partenaires experts du bâti scolaire et éducatif du programme EduRénov. Les équipes d'EduRénov, les partenaires du programme et les équipes de la SCET se sont retrouvés à plusieurs reprises entre janvier et juin 2025 pour cadrer le baromètre, construire l'enquête en ligne, analyser les résultats et le rédiger.

02

Une enquête ouverte auprès des collectivités locales

La diffusion d'une enquête en ligne, auto-administrée, auprès des élus locaux et services des collectivités a permis de prendre le pouls des collectivités territoriales engagées dans une démarche de rénovation énergétique de leur bâti scolaire et éducatif. 296 contributions ont été collectées de mars à juillet 2025.

03

Des modélisations réalisées à l'échelle nationale

Les données issues de l'enquête ont été croisées avec des données nationales et locales. Ces modélisations permettent de produire différentes estimations concernant les économies réalisées grâce aux rénovations, ou encore le potentiel de rénovation à venir d'ici 2030.

04

3 interviews d'élus locaux engagés dans des démarches de rénovation

A travers leurs retours d'expériences, 3 élus nous exposent leur regard sur la rénovation énergétique du patrimoine scolaire et éducatif.

Focus sur l'enquête réalisée et le panel des 296 répondants

L'enquête a été relayée par les partenaires du programme

Pour cette première édition du baromètre de la rénovation des écoles, une enquête en ligne auto-administrée a été diffusée très largement de mars à juillet 2025 auprès des collectivités territoriales. L'enquête porte sur les bâtiments publics.

L'enquête a été principalement relayée et diffusée par les partenaires du programme et auprès du réseau de collectivités inscrites au programme EduRénov.

L'échantillon des répondants ne doit pas être considéré comme représentatif des collectivités territoriales françaises. Il est probable que les répondants soient des collectivités plus engagées dans la rénovation que la moyenne des collectivités.

Les résultats doivent donc être interprétés au regard de cette démarche et ne sauraient être généralisés à l'ensemble des collectivités françaises.

Une typologie variée de collectivités

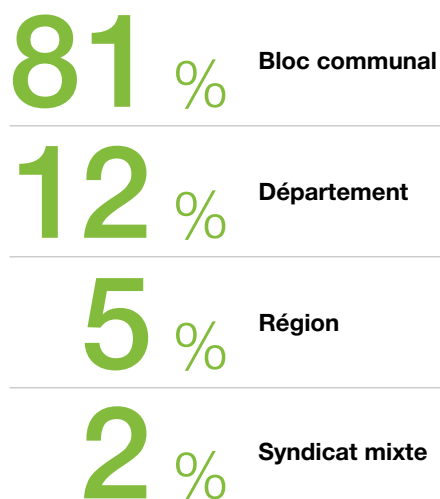
Cette enquête a permis de recueillir 296 réponses.

- 261 Communes et EPCI (majoritairement des communes).
- 26 Départements, soit 25 % des Départements français.
- 9 Régions, soit 50 % des Régions françaises.

Afin de différencier les communes en fonction de leur taille et de pouvoir apporter une analyse plus fine, nous avons utilisé les catégorisations de l'INSEE. Ainsi, dans le présent document, nous utiliserons les termes :

- « Petite ville » pour les communes de 19 999 habitants ou moins (162 répondants)
- « Ville moyenne » pour les communes entre 20 000 et 49 999 habitants (35 répondants)
- « Grande ville » pour les communes entre 50 000 et 199 999 habitants (18 répondants)
- « Métropole » pour les communes de 200 000 habitants ou plus (9 répondants).

Répartition par nombre de répondants



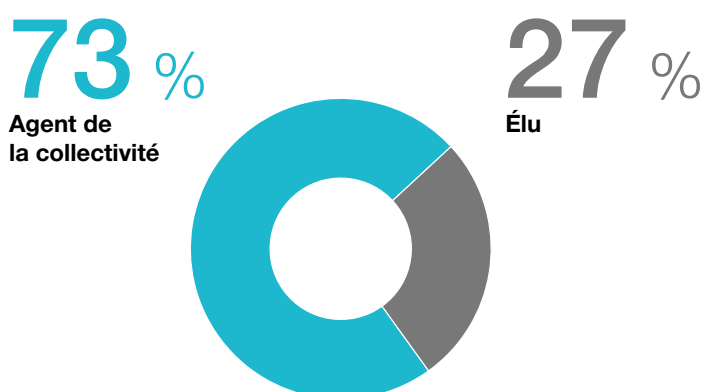
Source : Enquête EduRénov sur la rénovation des bâtiments scolaires et éducatifs auprès de collectivités, mars-juillet 2025

La majorité des répondants sont des agents de collectivités

Les répondants à l'enquête sont principalement des agents des collectivités (73 %), le plus souvent directeur ou responsable de service éducation.

A noter que la part d'élus répondants est plus élevée dans le bloc communal (dont 31 % des réponses ont été fournies par des élus) que les Départements (3 %) ou les Régions (7 %). Elle atteint même 44 % s'agissant des Petites villes.

Répartition par fonction des répondants



Source : Enquête EduRénov sur la rénovation des bâtiments scolaires et éducatifs auprès de collectivités, mars-juillet 2025



01

Rénovation des écoles :
un sujet, beaucoup d'enjeux

Le patrimoine scolaire en France : chiffres-clés

Un patrimoine conséquent

64 000 établissements scolaires et éducatifs publics et assimilés

42 811 écoles¹

13 472 crèches²

5 325 collèges¹

2 484 lycées¹

182 établissements d'enseignement supérieur public avec plus de 6 807 bâtiments¹

10 Millions
d'élèves en premier
et second degrés

1,8 Million
d'élèves en
enseignement
supérieur³

157 Millions
de m²
soit près d'1/3
du Patrimoine Public⁴

Un patrimoine vieillissant

L'Alliance Écologique et Sociale estime que 80 % des écoles primaires ont plus de 50 ans, 76 % des collèges et 80 % des lycées ont plus de 25 ans. Et que la moitié des lycées datent d'avant 1970. De plus, entre 10 et 20 % des bâtiments présentent un état de dégradation important.⁴

Une part importante du patrimoine scolaire et éducatif est donc vieillissante et, ce faisant, à la fois **très énergivore et peu adaptée pour faire face au changement climatique**. La rénovation constitue donc une opération qui doit combiner :

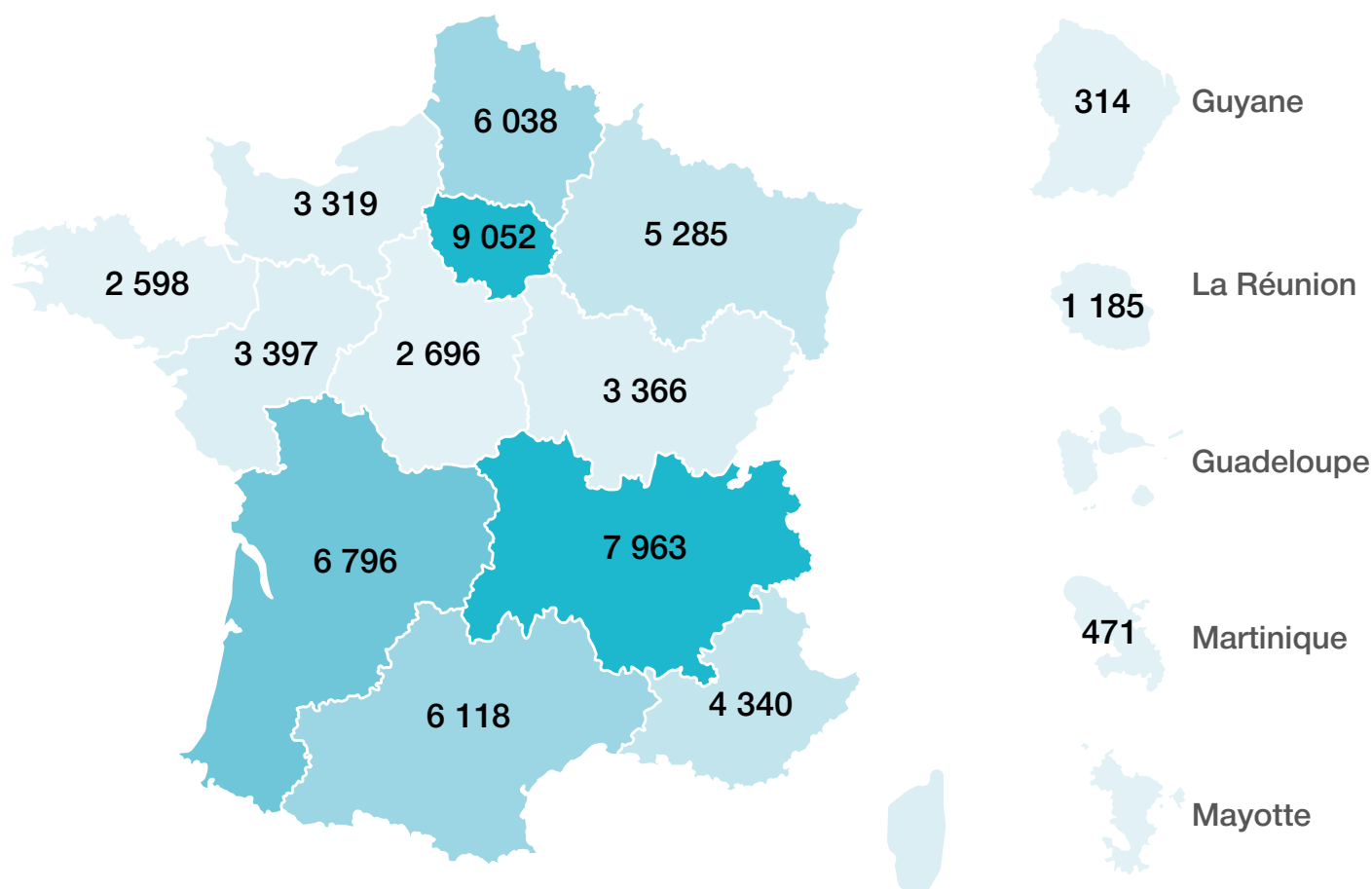
- **L'adaptation**, pour préparer les bâtiments aux effets du dérèglement climatique, dont l'augmentation du nombre de jours de fortes chaleurs.
- **L'atténuation**, c'est-à-dire la réduction des émissions de gaz à effet de serre, par la rénovation énergétique des bâtiments.

La rénovation du parc scolaire et éducatif est donc à la fois **un défi financier** (rénover permet de diminuer la facture énergétique pour les collectivités), **un défi d'égalité territoriale** (pour assurer un cadre d'apprentissage qualitatif à tous les élèves) et **un défi relatif au confort des usagers** (tant en hiver qu'en été).

Source : ¹Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse – DEPP. 2025. Repères et références statistiques 2025 : sur les enseignements, la formation et la recherche. - ²INSEE, base SIRENE – Fichier Stock des établissements (StockEtab) et des unités légales (StockUnitéLégale) et INSEE, Base Permanente des Équipements (BPE) - ³Hors STS, CPGE et prépa intégrée – Source : MEN – DEPP. 2025. Repères et références statistiques 2025. - ⁴MEN, Guide « Bâtir l'Ecole » - ⁵Alliance écologique et sociale. L'école bien dans ses murs. Pour une rénovation écologique du bâti scolaire. Alliance écologique et sociale est un collectif initié en 2020 par 8 organisations syndicales et associatives : les Amis de la Terre, Attac, la CGT, la Confédération paysanne, FSU, Greenpeace France, Oxfam France et Solidaires. Source carte : Retraitement SCET, Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse – DEPP. 2025. Repères et références statistiques 2025 : sur les enseignements, la formation et la recherche.

80 % des écoles primaires ont plus de 50 ans

Répartition des établissements scolaires par région



Retraitement SCET. Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse – DEPP. 2025.

Repères et références statistiques 2025 : sur les enseignements, la formation et la recherche. DRESS. Rapport d'activité 2023.

Rénovation globale, travaux ponctuels, quelle différence?

Pour réaliser la rénovation d'un bâtiment scolaire, **plusieurs types de travaux et aménagements peuvent être envisagés** en fonction des caractéristiques du bâtiment, de son état de dégradation et des contraintes environnementales.

Une rénovation globale consiste à regrouper en un seul temps un ensemble de travaux, généralement complé-

mentaires pour gagner en confort en hiver comme en été et faire des économies d'énergie importantes.

A l'inverse, **les travaux ponctuels** regroupent l'ensemble des actions de rénovations réalisées sur un même bâtiment mais séquencées dans le temps, parfois réalisées sur plusieurs années.



Arnaud Deslandes
Maire de Lille

Comment avez-vous défini les priorités en matière de rénovation des écoles sur votre territoire et quelles ont été vos motivations pour engager ces projets ?

Le patrimoine scolaire représente une priorité absolue de ce mandat, avec environ 140 M€ consacrés à la rénovation des 80 écoles de la Ville. Pour définir l'ordre des interventions, nous avons élaboré un programme pluriannuel d'investissement fondé sur trois critères principaux : la maintenance et la mise en sécurité du bâti, la qualité d'usage pour les équipes éducatives et les enfants, la performance énergétique et environnementale des bâtiments. À chaque fois qu'une école est engagée dans un projet de rénovation, nous veillons autant que possible à intervenir de façon globale, en intégrant pleinement les objectifs du Pacte Lille Bas Carbone.

Qui avez-vous associé à ces projets et comment ?

Selon la nature des projets, le cercle des personnes associées est variable. Pour la désimperméabilisation et végétalisation des cours d'école, les élèves et équipes éducatives sont associés selon un processus cadré et animé au fil de l'année scolaire. Pour des projets de constructions neuves, les équipes éducatives et familles sont associées à la définition du programme en amont du concours d'architecture. Enfin, pour les projets plus « classiques » d'aménagement intérieur ou de maintenance, le directeur d'école est l'interlocuteur, mais nous prenons soin d'écouter les besoins des usagers.

Quels défis techniques ou financiers avez-vous rencontrés dans ces opérations et quelles solutions avez-vous pu trouver ?

Le premier défi, c'est l'organisation des chantiers. Nous devons travailler essentiellement pendant les vacances scolaires pour limiter l'impact sur le fonctionnement des écoles. Cela nous a conduits à tester différents modes constructifs : l'isolation par l'extérieur en construction traditionnelle ou des solutions plus innovantes avec la préfabrication hors site des façades et des toitures, (programme EnergieSprong). Sur le plan financier, l'ambition et la qualité des projets entraînent un coût au mètre carré élevé. Mais cet effort ouvre aussi des possibilités de financements. Nous avons donc développé une véritable fonction « recette » pour équilibrer chaque opération, en mobilisant systématiquement les subventions disponibles et les financements les plus avantageux.

Quels sont, selon vous, les leviers à actionner pour massifier la rénovation du bâti scolaire en France ?

Si l'on veut vraiment massifier la rénovation du bâti scolaire en France, il faudrait d'abord un véritable plan Marshall sur le plan financier, car nous constatons aujourd'hui une diminution de l'ensemble des financements publics. Ensuite, il serait bénéfique de structurer les filières professionnelles du bâtiment pour baisser les coûts des matériaux vertueux et de monter en qualification sur les solutions techniques innovantes. Un autre levier serait de simplifier les procédures de commande publique. Enfin, il faudrait mieux partager les expériences entre maîtres d'ouvrage pour accélérer la diffusion des bonnes pratiques.



Le parc immobilier des établissements d'enseignement supérieur a engagé sa transformation

16,2 millions de m²

de patrimoine immobilier au service
de l'enseignement supérieur
et de la recherche

Le patrimoine immobilier de l'enseignement supérieur et de la recherche s'étend sur **16,2 millions de m²**, répartis sur **6 380 bâtiments**, dont **84 % sont utilisés par les universités**. Ce parc constitue le **deuxième patrimoine immobilier de l'État**, qui en détient **82 %**. Chaque année, il accueille près de **3 millions d'étudiants**. Véritable levier pour l'attractivité des territoires et l'innovation scientifique, il reste un héritage lourd à entretenir et à moderniser.

60 % de bâtiments énergivores

un défi climatique et budgétaire

Près de **60 % des surfaces** sont classées **D à G** en performance énergétique, avec une empreinte carbone d'environ **13 kg CO₂/m²/an**. Ce bâti ancien et énergivore pèse à la fois sur les budgets et sur l'environnement. **La crise énergétique de 2022** a joué un rôle de révélateur : face à la hausse des coûts et aux attentes des étudiants, la rénovation énergétique est devenue une priorité incontournable.

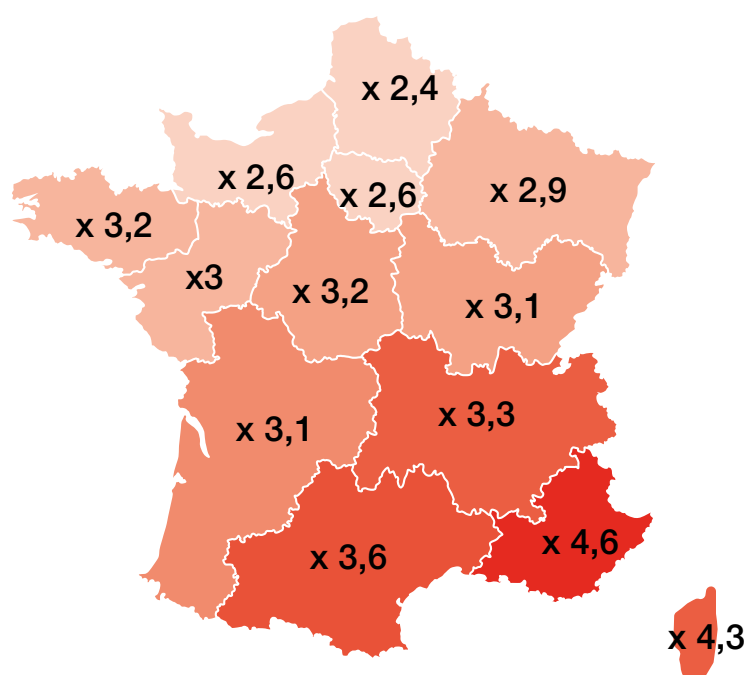
1,2 milliard d'euros investis

une dynamique engagée
mais encore fragile

Plus de **1,2 milliard d'euros** ont déjà été investis via le plan France Relance pour rénover les campus. S'y ajoute le **Programme d'efficacité énergétique des campus à 2030 (PEEC 2030)**, qui engage toutes les universités à réduire de **40 % leur consommation énergétique d'ici 2030**, puis de **60 % d'ici 2050**. Mais des **enjeux de gouvernance** se posent encore : depuis 2011, seulement **7 universités** ont bénéficié de la **dévolution**, ce transfert de propriété de l'État qui permet une gestion plus souple et plus réactive. De plus, si **75 % des établissements** ont adopté un **Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière**, seuls **40 %** étaient encore valides en 2023. Les premiers pas sont franchis, l'essai reste à transformer.

D'ici 2030, jusqu'à 5 fois plus de vagues de chaleur durant l'année scolaire

Estimation de l'exposition des élèves de France métropolitaine aux vagues de chaleur à horizon 2030



Légende



Projection du nombre de jours de vague de chaleur en 2030

x3

Coefficient multiplicateur du nombre de jours de vague de chaleur à horizon 2030

Source : Modélisation EduRénov x SCET sur l'exposition des élèves aux vagues de chaleur à horizon 2030 (données TRACC 2023, Météo-France, INSEE)

Des jours de vagues de chaleur 3 fois plus nombreux en 2030

Dans une France à +2 °C, un élève français (écolier, collégien ou lycéen) sera exposé en moyenne à 3,7 jours de vague de chaleur au cours de son année scolaire.

Les 677 000 élèves de la région PACA seront les plus exposés avec environ 7,6 jours de vagues de chaleur à horizon 2030, suivie de la Corse (5,4 jours) et de la région Occitanie (4,8).

Une estimation fondée sur les projections médianes

La modélisation est construite sur la base du scénario médian de la TRACC (Trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique). Ce scénario propose une évolution régionale du nombre annuel de jours en situation de vague de chaleur dans une France à +2 °C en 2030, par rapport à la période de référence 1976-2005.

Une vague de chaleur correspond à plusieurs jours consécutifs de températures anormalement élevées à l'échelle nationale. Selon Météo-France, on parle de vague de chaleur quand :

- La température moyenne nationale atteint au moins 25,3 °C pendant une journée.
- Et reste au-dessus de 23,4 °C pendant au moins trois jours consécutifs.

Sources : TRACC, 2023; Météo-France, ClimatHD; Insee, 2019



Plus de 30 % du parc pourrait engager une rénovation entre 2025 et 2030

32 %

avec un projet de rénovation
d'ici 2030

Sur la base de :

- Patrimoine des écoles, collèges et lycées uniquement
- Projets engagés (plan de financement bouclé)
- Dans un scénario tendanciel, à moyens égaux avec l'ensemble des dispositifs à l'œuvre actuellement, basé sur le rythme de rénovation des 4 dernières années

*Extractions Fonds vert (2024) et DSIL-DETR (2021-2024) ;
DEPP, Repères et références statistiques 2025 ; échantillon de Départements et Régions*

■ Une projection tendancielle basée sur la dynamique en cours

Durant les 4 dernières années, une dynamique importante de rénovation a été observée sur le territoire français. En effet, les demandes de subventions Fonds vert, DSIL/DETR entre 2021 et 2024 permettent d'estimer un rythme moyen de rénovation de 2 600 établissements (écoles, collèges et lycées) par an.

Cette projection repose sur plusieurs sources :

- Pour les écoles (90 % du volume d'établissements rénovés), le rythme est estimé à partir des attributions annuelles de subventions observées pour des projets de rénovation énergétique (Fonds vert, DSIL/DETR)
- Pour les collèges et lycées, l'estimation croise trois sources : rythme estimé à partir des attributions annuelles de subventions, données du ministère de l'Éducation et recensement mené auprès d'un échantillon de Départements et Régions.

Le nombre réel de rénovations pourrait dépasser ce chiffre si les collectivités accélèrent leurs projets.

En 2030, 10 % d'économies d'énergie projetées sur la facture énergétique des collectivités territoriales

10 %

**Si les rénovations projetées
dans les 5 prochaines années
sont réalisées**

Sur la base :

- D'une rénovation de 32 % du parc scolaire
- Du respect des objectifs du décret tertiaire (-40 % de consommation d'énergie finale)

Sources : MENESR, Guide Bâtir l'école, 2020 ; Bilan Operat 2024 ;
Rapports d'information parlementaires ; MTE Bilans énergétiques de la France

Des économies substantielles à la clé

Si les collectivités poursuivent, sur les cinq prochaines années, le même rythme de projets engagés que celui observé depuis 2021, les travaux énergétiques menés dans le bâti scolaire entre 2025 et 2030 permettront d'éviter des dépenses d'énergie à hauteur d'environ 130 M€ par an.

Rapportées aux dépenses de fonctionnement totales des collectivités liées à la facture énergétique de leur patrimoine scolaire (environ 1,3 Md€ par an projeté en 2030), cela représente 10 % de dépenses énergétiques évitées chaque année.

Une estimation basée sur un scénario tendanciel

Ces estimations sont fondées sur un scénario tendanciel, intégrant les données suivantes :

- Une rénovation de 32 % du parc scolaire entre 2025 et 2030 (scénario tendanciel)
- La consommation évitée grâce à ces rénovations, sur la base d'une consommation moyenne par m² et de l'atteinte des objectifs du décret tertiaire (-40 % de consommation d'énergie finale)
- Les économies associées à cette consommation évitée, au regard des prix de l'énergie projetés à horizon 2030 (électricité, gaz, fioul, réseau de chaleur etc.)

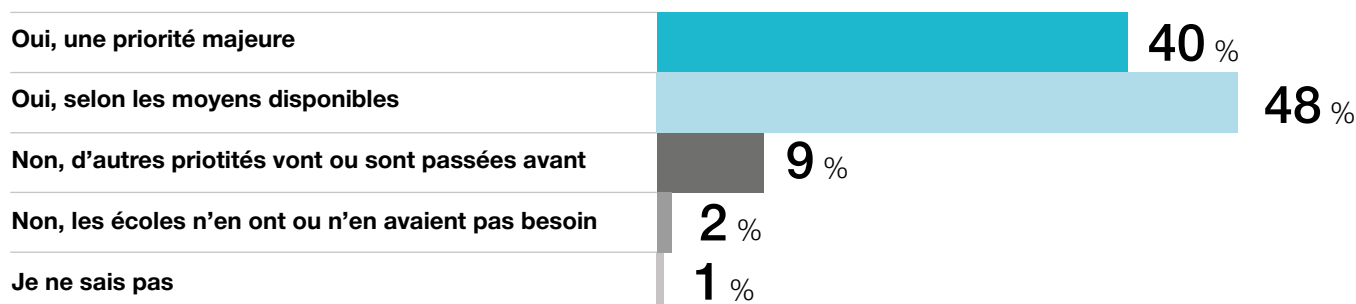


La rénovation des écoles,
une priorité majeure pour les collectivités

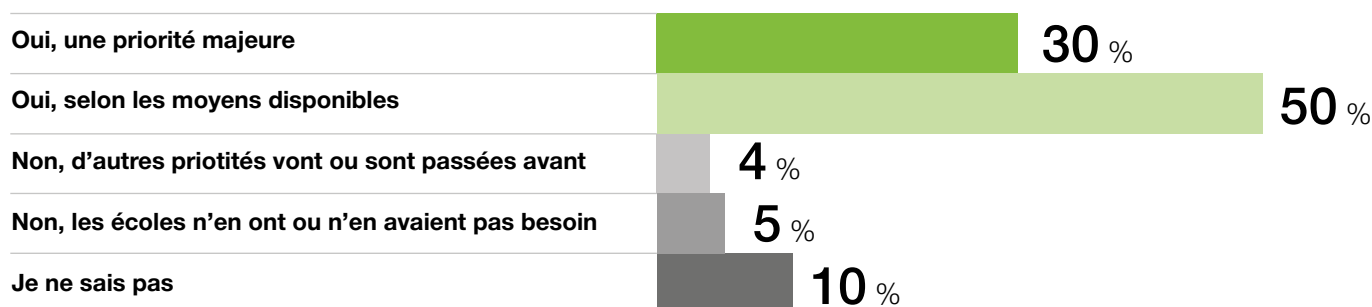
Une priorité pour 88 % des collectivités

La rénovation du bâti scolaire et éducatif fait partie... (questions à choix unique)

... des **priorités du mandat actuel** de votre collectivité.



... des **priorités du prochain mandat** de votre collectivité.



Source : Enquête EduRénov sur la rénovation des bâtiments scolaires et éducatifs, auprès de collectivités, mars-juillet 2025

Une priorité bien ancrée pour les collectivités

88 % des collectivités locales répondantes, qu'il s'agisse du bloc communal, des Départements ou des Régions, **font de la rénovation scolaire une des priorités du mandat en cours**. Mieux encore, **plus d'un tiers d'entre elles (40 %) la considèrent comme une priorité majeure**.

L'intention de maintenir l'effort est là : **80 % des collectivités déclarent vouloir poursuivre cet engagement lors du prochain mandat**, signe d'une mobilisation durable face aux défis de la transition énergétique.

À noter que cette tendance s'observe dans toutes les catégories de collectivités. Elle est particulièrement marquée au sein des Régions, la priorité accordée à la rénovation passant de 92 % à 69 % entre le mandat actuel et le prochain.

Des évolutions à surveiller pour le prochain mandat

Si la dynamique actuelle se veut positive, **deux points sont à relever**. D'abord, les collectivités sont légèrement plus nombreuses à déclarer que **leur engagement dépendra des moyens disponibles** pour le prochain mandat, la réponse « Oui, selon les moyens disponibles » passant de 48 % à 50 %.

Surtout, **l'incertitude augmente**, puisque la réponse « Je ne sais pas » passe de 1 % à 10 %. Cette évolution, certes moins marquée chez les élus que dans les services, constitue un point d'attention à prendre en compte.

8 collectivités sur 10 sont déjà passées à l'action

**Au cours des 5 dernières années,
avez-vous lancé ou réalisé des projets
de rénovation scolaire ?**
(question à choix unique)

84 %

**des collectivités ont lancé
ou réalisé un projet de rénovation
dans les 5 dernières années**

**Dans les 3 prochaines années,
avez-vous des projets de rénovation
scolaire prévus ou en réflexion ?**
(question à choix unique)

50 % Oui,
sur plusieurs établissements

40 % Oui, sur un établissement

10 % Non

Source : Enquête EduRénov sur la rénovation des bâtiments scolaires
et éducatifs, auprès de collectivités, mars-juillet 2025

84 % des collectivités sont déjà passées à l'action

Sur les 5 dernières années, 84 % des collectivités locales répondantes ont déjà lancé ou réalisé au moins un projet de rénovation énergétique (rénovation globale ou petit geste de rénovation). Ce taux atteint même 100 % pour les Départements et Régions, qui gèrent un parc d'établissements plus important. S'agissant des communes et des intercommunalités, le taux reste élevé (80 %), malgré un patrimoine scolaire moins conséquent mais plus diversifié.

Ainsi, ces chiffres illustrent concrètement le passage à l'action et les moyens d'intervention des collectivités et élus locaux, bien au-delà des déclarations d'intention.

Un élan appelé à grandir

Un nombre plus important encore de collectivités prévoit de lancer un ou plusieurs projets de rénovation dans les 3 prochaines années. Au total, 90 % des collectivités ambitionnent de rénover un ou plusieurs établissements.

Ces 5 dernières années 16 % des collectivités déclarent ne pas avoir mené de projet, contre 10 % qui n'ont pas de projet pour les années à venir. La part de collectivités n'ayant pas de projet de rénovation énergétique diminue donc. Un signe supplémentaire de l'ampleur croissante des efforts menés en matière de rénovation du bâti scolaire et éducatif.



Kléber Mesquida
Président du
Département de
l'Hérault

Quels sont les objectifs du volet rénovation de votre Plan Collège?

Le Plan Collège a pour objectif d'améliorer l'accueil et les conditions d'apprentissage des collégiens tout en faisant face aux défis environnementaux du changement climatique. Il s'agit ainsi de baisser les dépenses énergétiques de la collectivité tout en s'adaptant à la hausse des températures qui impacte de plus en plus les établissements pendant leurs périodes d'ouverture. Les rénovations représentent la moitié du budget de ce plan, avec un focus sur l'isolation thermique, l'installation de systèmes de chauffage/rafraîchissement performants, la production d'énergies renouvelables, l'amélioration du confort et l'installation d'équipements de pilotage et de régulation performants.

Comment les rénovations ont-elles été accueillies par les élèves et usagers des collèges?

De façon générale, au vu des gains de confort qu'elles apportent, les rénovations ont été bien accueillies par tous les usagers. Il était cependant primordial d'effectuer avec eux un travail en amont pour partager nos objectifs mais également les contraintes impliquées par des chantiers parfois très lourds et qui ont duré jusqu'à plusieurs années. Un des facteurs majeurs de réussite et d'acceptabilité était l'intégration d'améliorations fonctionnelles en complément des objectifs de rénovation énergétique. Un travail a également été engagé pour sensibiliser les collégiens à l'impact de la rénovation énergétique et l'adoption de gestes d'économie d'énergie.

Y a-t-il un établissement dont la rénovation vous semble particulièrement exemplaire? Pour quelles raisons?

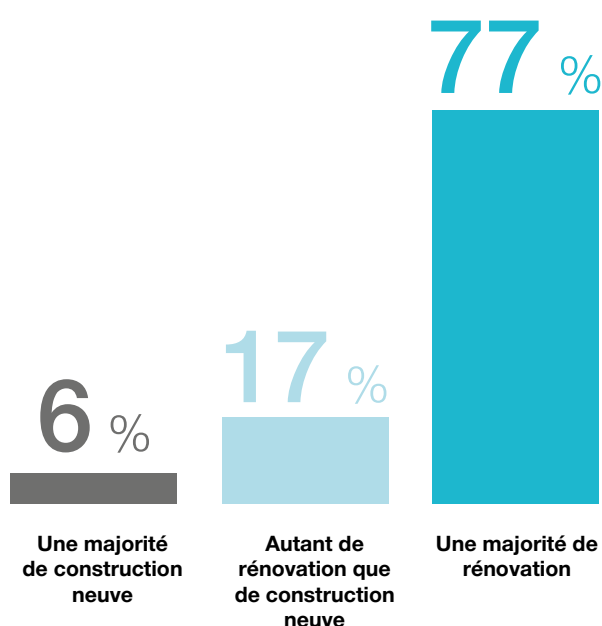
Le collège du Crès est devenu, grâce à notre travail de rénovation, le premier collège à énergie positive de l'Hérault. Les objectifs pour cet établissement étaient particulièrement ambitieux : réduction de 75 % des émissions de gaz à effet de serre, baisse de 60 % de la consommation énergétique et production supérieure à la consommation. Le suivi des consommations énergétiques, qui se terminera en 2026, démontre à ce jour que la performance attendue a été atteinte! Les travaux dans ce collège représentaient également un défi car ils ont été effectués sur site occupé, sans bâtiment provisoire, et en maintenant une continuité de service du début de l'opération jusqu'à son terme. Cela a permis de réduire les dépenses accessoires pour concentrer le budget de 11 millions d'euros sur la rénovation énergétique.

Quels enseignements tirez-vous pour vos futurs projets?

Notre approche de départ, très technique, reste indispensable : audits énergétiques complets, marchés publics globaux de performance, priorisation des travaux, coordination renforcée avec les équipes éducatives... Toutefois, notre expérience nous a appris qu'il était nécessaire de mettre l'utilisateur au cœur de la conception de nos projets, à travers diverses consultations en amont, jusqu'à un accompagnement après la fin des travaux pour s'assurer que le fonctionnement des bâtiments soit bien compris par tous. C'est la clé pour que ces rénovations aient des résultats durables et adaptés aux besoins de tous les usagers.

Une tendance forte : construire moins, rénover plus

Au cours des 5 dernières années, sur l'ensemble de votre patrimoine scolaire et éducatif, quelle est la part de rénovation par rapport à la part de construction neuve ?
(question à choix unique)



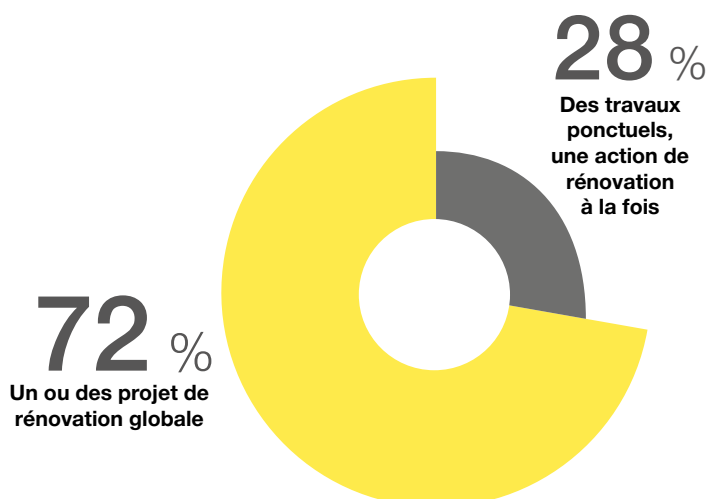
Construire moins pour rénover plus

Sur les 5 dernières années, 77 % des collectivités répondantes ont mené plus de projets de rénovation que de projets de construction neuve. Ces résultats témoignent **d'un signal fort confirmant le virage pris en faveur de la rénovation.**

Néanmoins, la décision de construire ou rénover n'est pas seulement un choix politique et dépend de multiples facteurs : état général du bâti, besoins et contraintes du territoire, espace disponible, financements disponibles à l'instant T, évolution démographique, etc.

Source : Enquête EduRénov sur la rénovation des bâtiments scolaires et éducatifs auprès de collectivités, mars-juillet 2025

En général, quelle est l'ampleur des travaux de vos rénovations scolaires ?
(question à choix unique)



Une priorité donnée aux rénovations globales, plutôt qu'aux interventions ponctuelles

La plupart des collectivités réalisent en parallèle des rénovations globales et des travaux ponctuels. En revanche, lorsqu'on leur demande de choisir, elles sont **72 % à déclarer réaliser plus de rénovations globales.**

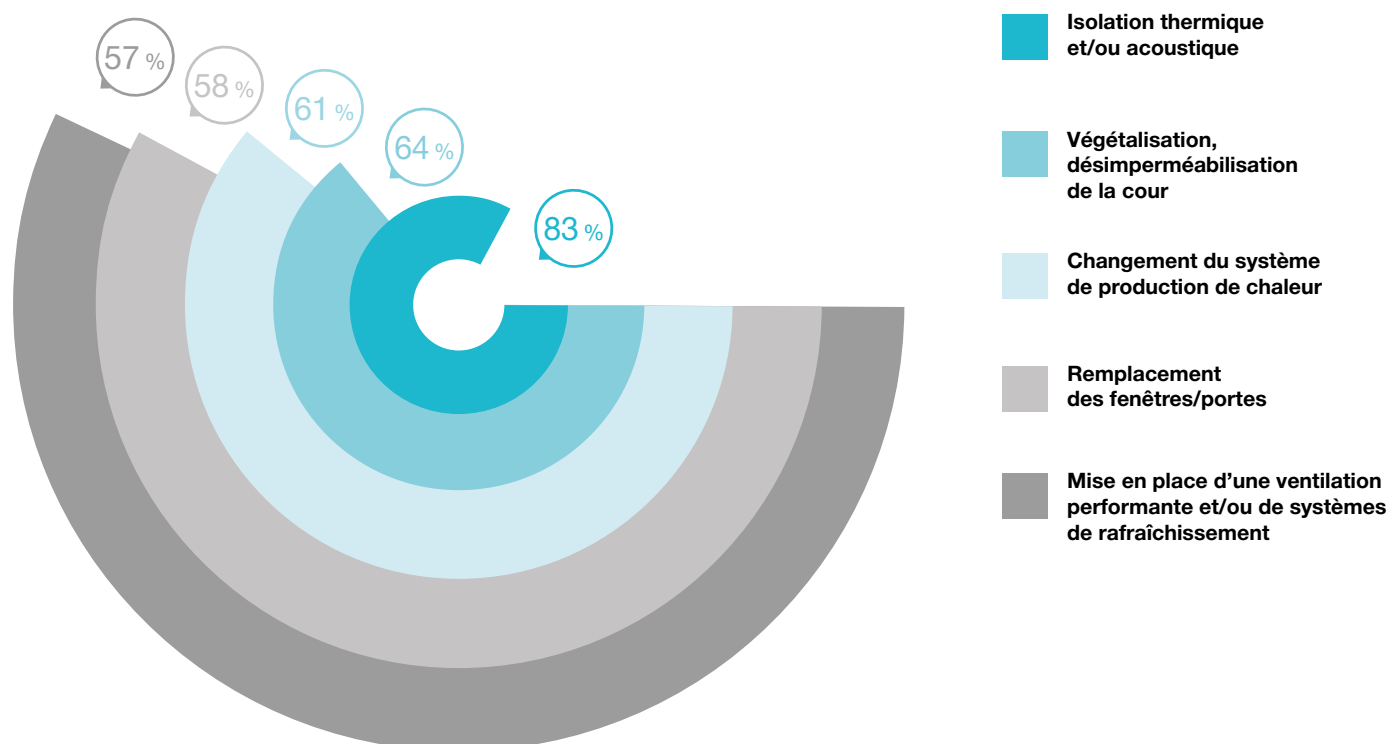
Ce choix traduit une forte dynamique en faveur de projets de rénovation ambitieux et durables.

Source : Enquête EduRénov sur la rénovation des bâtiments scolaires et éducatifs auprès de collectivités, mars-juillet 2025

Le confort thermique : priorité numéro 1

Quels travaux avez-vous ou prévoyez-vous de réaliser dans le cadre de votre/vos rénovation(s) scolaire(s) ?

(question à choix multiple, affichage du Top 5 des réponses)



Source : Enquête EduRénov sur la rénovation des bâtiments scolaires et éducatifs auprès de collectivités, mars-juillet 2025

L'isolation thermique et acoustique en tête des priorités

Avec 83 % des répondants, **les travaux d'isolation thermique et/ou acoustique arrivent en première position parmi les interventions** menées ou prévues par les collectivités. Cette première place s'affirme quel que soit le type de projet mené, qu'il s'agisse de rénovations globales ou de travaux ponctuels.

Ces **résultats sont encourageants**, les travaux d'isolation étant le principal levier de réduction de la consommation énergétique et d'amélioration du confort thermique.

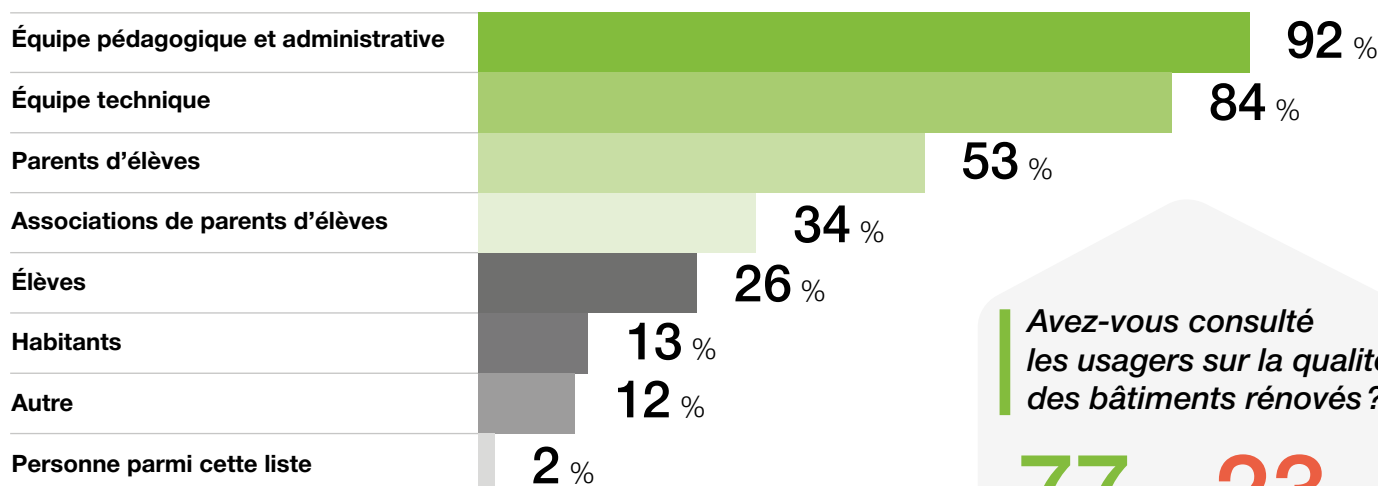
La végétalisation s'impose dans les cours d'école

64 % des collectivités ont déjà engagé ou prévoient des projets de végétalisation ou de désimperméabilisation des cours. Ces aménagements arrivent en deuxième position des actions les plus citées, suivis de près par le changement du système de production de chaleur (61 %).

Si la végétalisation ne correspond pas strictement à un acte de rénovation, son succès témoigne d'une attention particulière portée au confort d'été, à la gestion des eaux pluviales et à l'apport de fraîcheur dans les établissements.

86 % des usagers sont satisfaits des rénovations menées

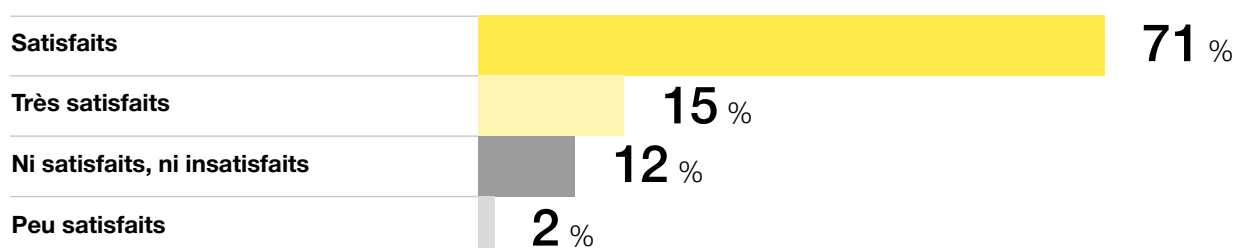
En général, qui incluez-vous dans vos projets de rénovation ?
(question à choix multiple)



Avez-vous consulté les usagers sur la qualité des bâtiments rénovés ?

77 % Oui **23 %** Non

Quels sont les retours des usagers (enseignants, élèves, personnel) sur la qualité des bâtiments rénovés ?
(question à choix unique)



Des retours positifs qui augmentent selon la diversité des publics associés

86 % des collectivités ayant consulté les usagers à la suite de la réalisation d'un projet ont eu des retours positifs de leur part.

Il apparaît que **plus les publics associés sont nombreux et divers plus les parties prenantes sont satisfaites**. Le taux de satisfaction passe de 57 % lorsqu'un seul type de public est associé, à 77 % lorsque 5 publics différents sont sollicités.

Enfin, le taux de partie prenante « très satisfaites » **augmente de manière significative lorsque les élèves et les habitants sont associés au projet**, alors même qu'ils restent les publics les moins souvent associés.

Des retours des usagers à systématiser

Trois quarts des collectivités (77 %) ayant réalisé des projets de rénovation ont consulté les usagers concernant la qualité des bâtiments rénovés. Un quart ne dispose donc pas de retour. Un chiffre qui invite à mieux associer les usagers dès la conception et tout au long du projet.

D'ailleurs, les collectivités sont nombreuses à inclure les équipes administratives et pédagogiques (92 %), les équipes techniques (84 %) et les parents d'élèves (53 %) tout au long des projets. Néanmoins, les associations de parents d'élèves, les élèves, les habitants et riverains sont moins souvent associés.



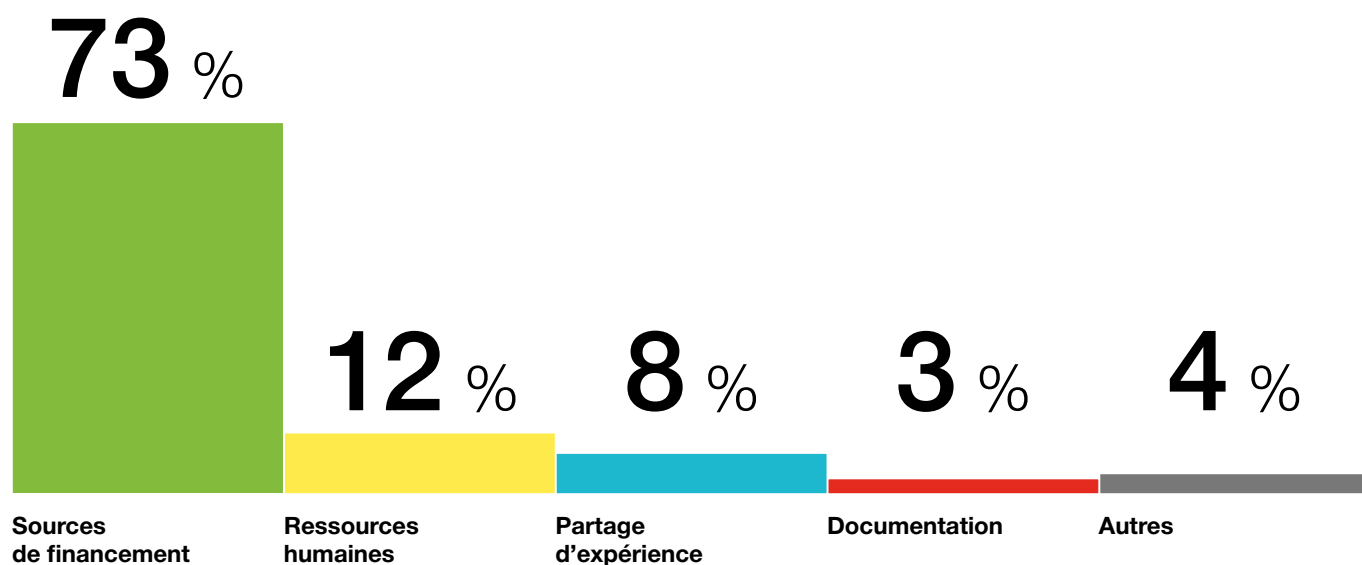
4 défis pour réussir et accélérer la rénovation des écoles



Défi 1 : Financer

Financer la rénovation, le besoin numéro 1 des collectivités

Quel est votre principal besoin pour rénover sereinement ?
(question à choix unique)



Source : Enquête EduRénov sur la rénovation des bâtiments scolaires et éducatifs, auprès de collectivités, mars-juillet 2025

Un besoin d'accompagnement sur le financement

Pour presque trois quarts des collectivités (73 %), le financement reste le principal besoin pour mener à bien un projet de rénovation énergétique. Apporter de l'aide aux collectivités dans la recherche et l'obtention de financements apparaît donc comme une priorité.

L'enjeu des ressources humaines ne doit pas être négligé

Si le financement reste le principal besoin exprimé par les collectivités, le besoin en ressources humaines doit également être pris en compte : il freine 12 % des collectivités dans la concrétisation de leurs projets.

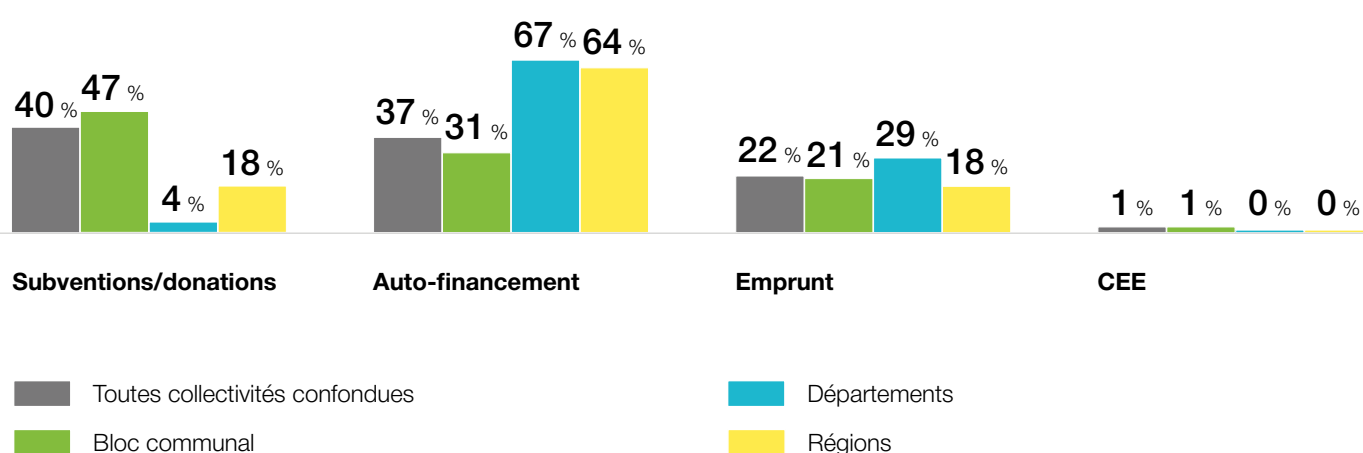
Au-delà du financement et des ressources humaines, certaines collectivités expriment comme besoin principal d'avoir accès à des retours d'expériences et à des ressources documentaires.

La diversité des besoins exprimés par les collectivités met en avant la nécessité de proposer une offre d'accompagnement diversifiées et complémentaire des dispositifs déjà existants.

L'emprunt, un levier qui reste à mobiliser

Comment financez-vous principalement vos projets de rénovation scolaire ?

(question à choix unique)



Source : Enquête EduRénov sur la rénovation des bâtiments scolaires et éducatifs, auprès de collectivités, mars-juillet 2025

Les subventions : premier financement mobilisé par le bloc communal

Si les subventions sont la principale source de financement des projets de rénovation scolaire toutes collectivités confondues (40 %), ce sont surtout les communes et EPCI qui y recourent massivement (47 %). Ces structures disposent généralement de plus faibles capacités d'auto-financement et ont donc particulièrement besoin de financements complémentaires pour finaliser leur plan de financement.

À contrario, les Départements (67 %) et Régions (64 %) financent principalement leurs projets par l'auto-financement. Fait marquant : seulement 4 % des Départements ont cité les subventions et dotations comme premier mode de financement.

Les autres sources de financement

Seuls 21 % du bloc communal, 29 % des Départements et 18 % des Régions mentionnent l'emprunt comme premier mode de financement. Il pourrait sans doute être plus fortement utilisé et représente donc une marge de manœuvre financière pour de nombreuses collectivités. Et ce d'autant plus dans un contexte de contraction des subventions.

Enfin, les autres sources de financement (Certificats d'Economie d'Energie, dons, financements participatifs) sont très rarement sollicitées comme premier mode de financement. Elles sont plutôt mobilisées pour compléter les plans de financement.



**Frédéric
Burnier-Frambore**
Maire d'Albertville

Quelles ont été les principales motivations qui vous ont conduit à engager des travaux de rénovation dans les écoles d'Albertville ?

Nous avons constaté l'état de santé dégradé de notre patrimoine scolaire, ainsi que son faible niveau d'adaptation aux impacts du changement climatique. Le poids de ce bâti scolaire dans notre patrimoine et son coût énergétique (13 de nos 20 bâtiments les plus énergivores) a également été un facteur décisif. Enfin, il s'agissait de répondre à nos ambitions en matière de qualité de l'offre éducative, qui passe par le réaménagement des locaux et de nouvelles propositions (bibliothèque scolaire ouverte sur le quartier, restauration scolaire performante avec des produits de qualité en circuit court et des locaux rénovés, des cours d'écoles végétalisées, une offre périscolaire repensée pour correspondre davantage aux besoins des parents et qui soit un plus éducatif pour les enfants...).

Comment avez-vous concilié les contraintes budgétaires avec l'exigence de mener des rénovations ambitieuses ?

Nous sommes passés par une programmation pluriannuelle avec des choix éclairés par des audits techniques très détaillés et des échanges avec les utilisateurs. Qui dit priorisation, dit maîtrise de l'agenda des engagements financiers. Nous l'avons complétée d'analyses juridiques et financières pour retenir les montages les plus opérants et eu recours à l'assistance de la SPL Oser. Un agent dédié à la recherche de financements externes a négocié le plan de financement de notre plus grosse école (en QPV) avec l'ensemble des partenaires publics (de l'UE à l'EPCI) et mobilisé différents outils de financement possibles (plan de relance, CPER, DSIL, Fonds vert, contrat départemental...).

Nous avons fait le choix d'une gestion active de la trésorerie et de la dette (prêts verts, prêts à long terme alignés sur la durée de vie des équipements, clauses éthiques...) et d'une gestion des plus grosses opérations en AP/CP pour affiner la gestion budgétaire et financière. Enfin, nous avons introduit un fonds intracting sur fonds propres en 2019 pour financer de manière autonome nos mesures d'économie d'énergie.

Vous avez veillé à associer les enfants au projet de rénovation du groupe scolaire Val des Roses, avec notamment une visite de chantier. Quelles leçons en tirez-vous et quel impact cela a-t-il eu sur la réalisation du projet et à la réception des travaux ?

Les utilisateurs sont les premiers concernés par les travaux et ils connaissent parfaitement les modalités de l'usage du bâti. Ils sont les mieux placés pour proposer des adaptations d'usages. Ainsi, ils s'approprient le bâtiment et ils en prennent soin. En ressort un sentiment de fierté vis-à-vis de leur école rénovée, ce qui valorise leurs activités scolaires et l'offre de l'école publique, institution qui forme les citoyens de demain...

Quel retour d'expérience pourriez-vous partager avec d'autres collectivités ?

Nous avons plusieurs recommandations :

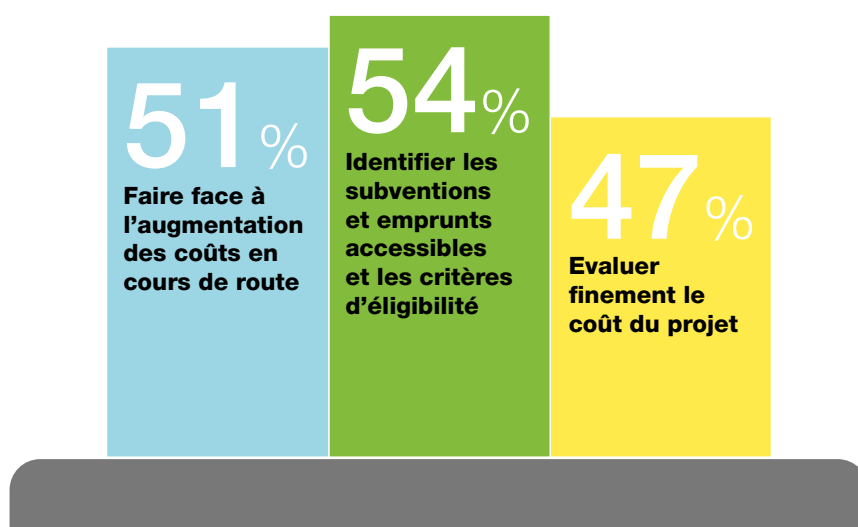
- Bien connaître son patrimoine pour évaluer ses besoins.
- Prioriser ses projets pour aller à l'essentiel, au plus urgent, au plus rentable, puisque nos moyens financiers sont limités et qu'il est urgent d'agir.
- Consacrer des moyens à la programmation et au suivi des travaux car c'est de l'argent bien dépensé (travaux mieux priorisés et maîtrisés, de qualité, plans de financement et solutions juridiques optimisées).
- Ne pas sacrifier l'adaptation de nos écoles aux besoins éducatifs, au profit de rénovations thermiques coûteuses et dont les composantes ne sont pas toutes essentielles ou urgentes.
- Mobiliser en premier ressort ses ressources internes pour les « petits pas », car la programmation de travaux d'envergure et la recherche de partenariats externes prend du temps...
- Associer les utilisateurs à la définition des besoins, et s'assurer de leur totale appropriation et bonne gestion du bâtiment après nos travaux.

Nous avons établi notre stratégie patrimoniale de transition énergétique en 2018 après une analyse fine de nos 20 bâtiments les plus énergivores (sur les 90 que nous possédons). Un schéma directeur des écoles a été établi pour les années 2020-2025, que nous avons mis en œuvre sur ce mandat.



Identifier les aides, évaluer les coûts : principaux freins

Quelles sont les principales difficultés rencontrées pour financer votre/vos projet(s) de rénovation scolaire ?
(plusieurs réponses possibles, Top 3)



Source : Enquête EduRénov sur la rénovation des bâtiments scolaires et éducatifs, auprès de collectivités, mars-juillet 2025

Financer la rénovation : un parcours semé d'embûches

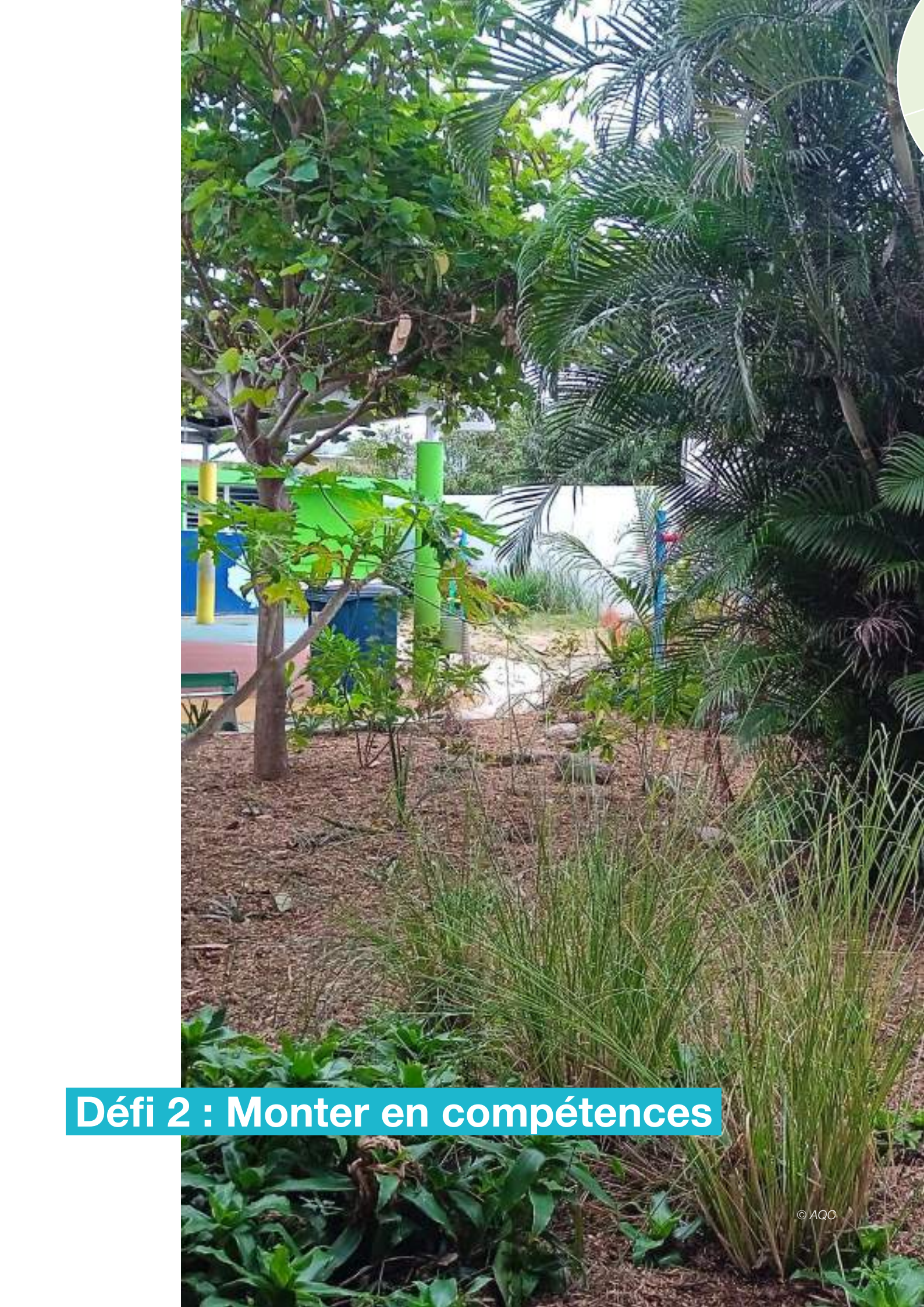
Pour plus d'une collectivité interrogée sur deux (54 %), l'identification des bons dispositifs de financement (subventions et emprunts) et de leurs conditions d'éligibilité présente des difficultés. Cela peut à la fois **s'expliquer par le nombre et la complexité des modes de financement existants** (et notamment des exigences techniques disparates), mais aussi par un **déficit d'ingénierie financière au sein de certaines collectivités**.

Cette difficulté touche particulièrement le bloc communal (56 %), pour lequel les subventions et dotations restent les principales sources de financement de leurs projets.

Evaluer les coûts et anticiper leur augmentation : un défi partagé par beaucoup

En 2ème et 3ème positions figurent deux difficultés étroitement liées aux crises Covid et des coûts de l'énergie ayant marqué ce dernier mandat : **l'augmentation des coûts en cours de projet** (51 %) et l'évaluation du coût du projet (47 %). La bonne information des collectivités sur le coût des travaux ne semble pas toujours assurée.

Enfin, les **Départements et Régions se distinguent par des freins spécifiques**. 41 % des Départements peinent à anticiper la réception des subventions et l'avance des frais, et 55 % des Régions mentionnent le montage des dossiers de subvention.



Défi 2 : Monter en compétences

2 collectivités sur 3 manquent de compétences pour rénover

Au sein de votre collectivité, quelles compétences vous ont le plus manquées ?
(question à choix multiples)



Sur vos projets, quelles sont les plus grandes difficultés ?

50 %

des collectivités citent la capacité à faire les bons choix comme l'une de leurs principales difficultés

Source : Enquête EduRénov sur la rénovation des bâtiments scolaires et éducatifs, auprès de collectivités, mars-juillet 2025

Un défaut de compétences dans les projets de rénovation

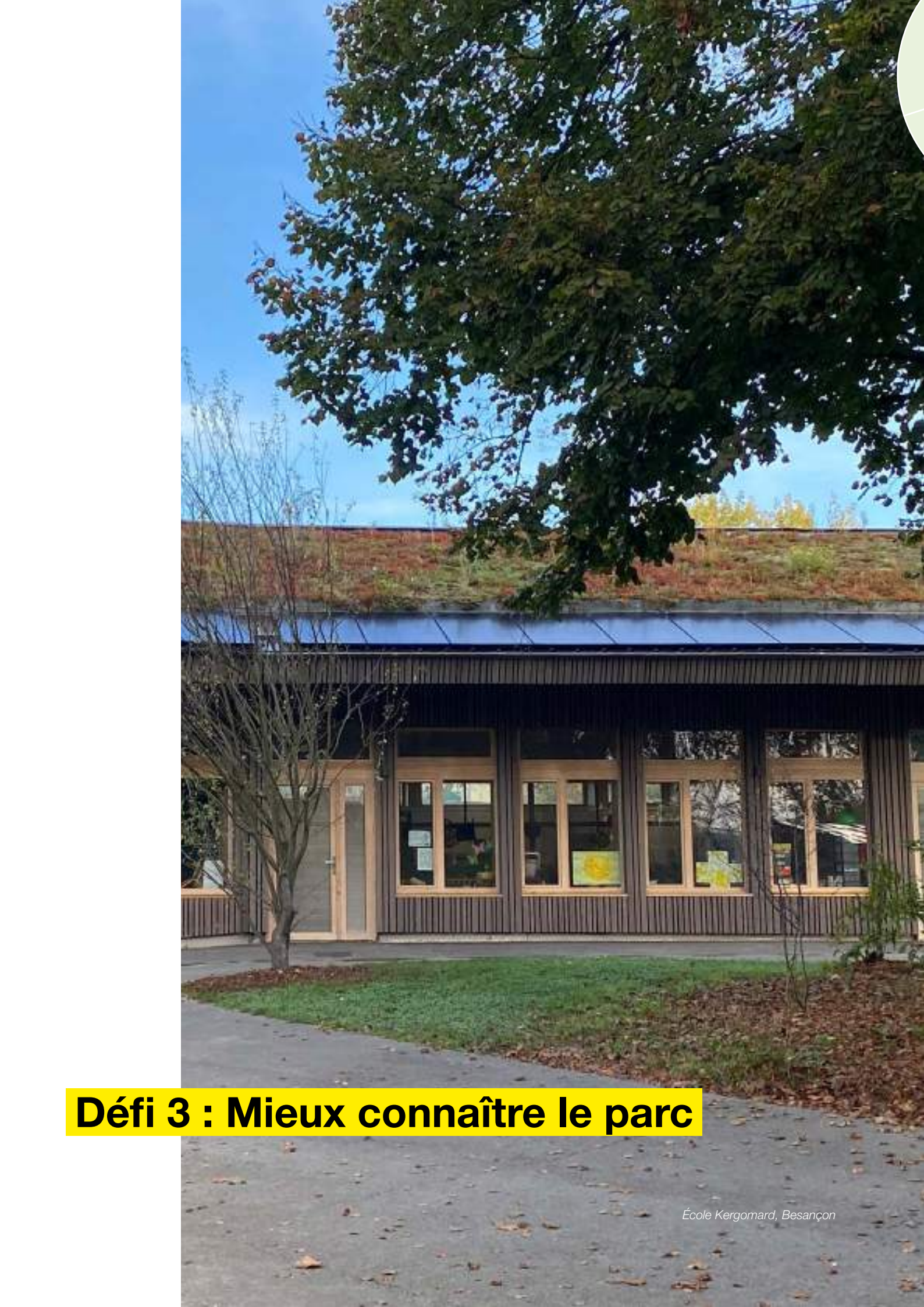
Environ deux tiers des collectivités déclarent avoir manqué d'au moins une compétence clé au cours de leur projet de rénovation. Ce manque porte principalement sur les compétences techniques, citées par 33 % des répondants, et même 47 % au sein des petites villes.

Un tiers des collectivités déclarent ne pas manquer de compétences. Néanmoins, ce résultat est à nuancer et concerne principalement les grandes collectivités. Seulement 15 % des petites villes ont déclaré n'avoir manqué d'aucune compétence, contre 30 % des Régions, 52 % des villes moyennes et 55 % des Départements.

Un besoin d'aide à la décision

Autre signal fort, la moitié des collectivités pointe la difficulté à faire les bons choix, notamment entre différents scénarios de rénovation. Un constat qui souligne l'importance d'un accompagnement renforcé, tout au long de la démarche.

Au-delà des compétences techniques ou financières, les collectivités ont donc besoin d'être accompagnées dans l'aide à la décision.

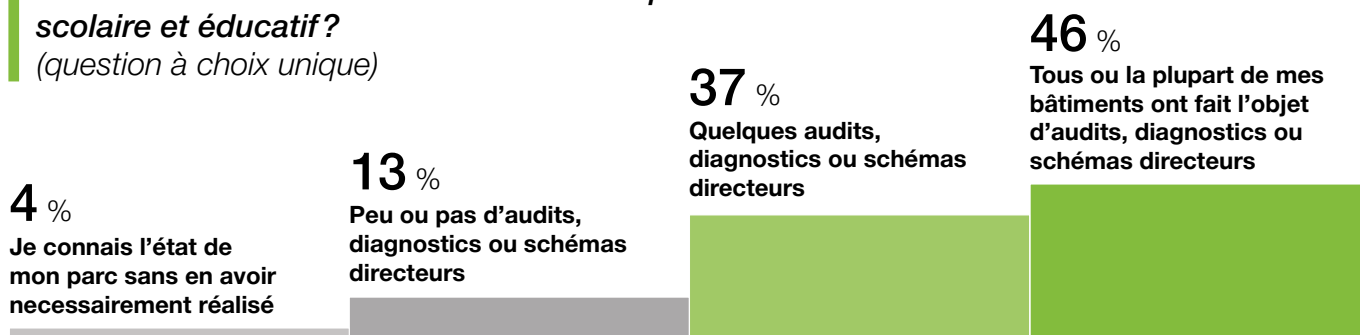
The image shows the exterior of the École Kergomard in Besançon. The building has a modern design with a green roof covered in low-lying vegetation. The facade is composed of dark vertical slats and large windows with light-colored frames. A paved path leads towards the building, and a small tree stands to the left. A large tree with green and some autumn-colored leaves is in the upper right corner. The sky is clear and blue.

Défi 3 : Mieux connaître le parc

54 % des collectivités n'ont qu'une vision partielle de l'état de leur patrimoine scolaire

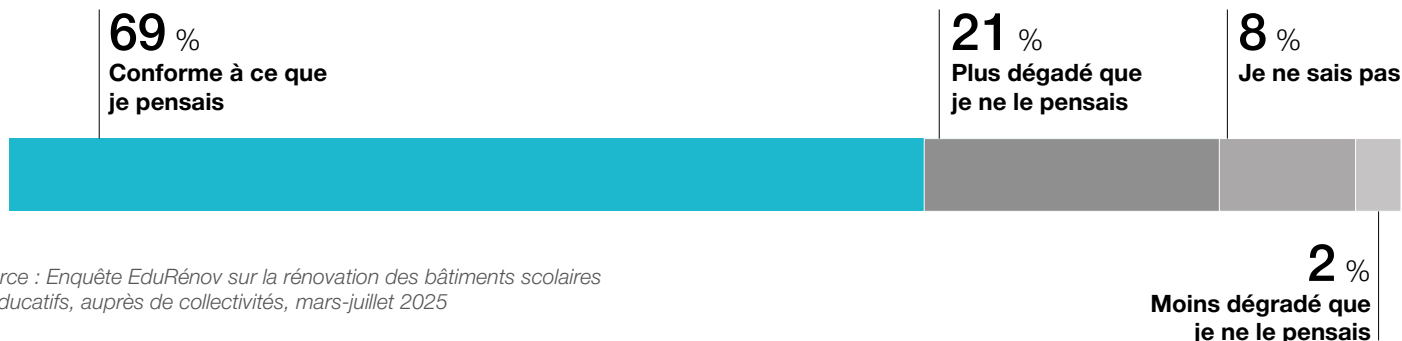
Que vous ont appris les audits, diagnostics ou schémas directeurs sur l'état de votre patrimoine scolaire et éducatif ?

(question à choix unique)



Avez-vous réalisé des audits, diagnostics ou schémas directeurs sur votre patrimoine scolaire et éducatif au cours des 5 dernières années ?

(question à choix unique)



Source : Enquête EduRénov sur la rénovation des bâtiments scolaires et éducatifs, auprès de collectivités, mars-juillet 2025

Les collectivités ont initié les démarches pour connaître leur parc

Près de la moitié des collectivités (46 %) a déjà lancé des démarches pour mieux **connaître l'état** de tout ou partie de leur patrimoine scolaire et éducatif via des audits, diagnostics, ou schémas énergétiques.

Mais beaucoup de collectivités doivent poursuivre ces démarches : 37 % ne disposent que d'une connaissance partielle de l'état de leur parc et 13 % n'ont pas initié ce travail.

Si cette dynamique d'évaluation est encourageante, elle doit encore être amplifiée, d'autant qu'elle ne constitue qu'une première étape avant d'éventuels engagements de travaux.

1 collectivité sur 5 découvre un bâti plus dégradé que prévu

1 collectivité sur 5 estime que l'état de son patrimoine scolaire est plus dégradé que prévu. De plus, près d'une collectivité sur 10 admet ne pas savoir ce que les audits lui ont réellement appris.

Ces résultats traduisent une **connaissance parfois insuffisante du parc immobilier** pour une part non négligeable des répondants. Ils témoignent aussi d'un **enjeu d'accompagnement** : certains acteurs locaux semblent avoir besoin d'un appui pour interpréter les documents techniques issus des diagnostics.

A young person with long brown hair tied in a ponytail is walking away from the camera on a paved path. They are wearing a light blue t-shirt, dark blue shorts, and black sneakers. They have a large, light blue backpack on their back. The path is made of grey bricks and is bordered by green grass and weeds. In the background, there is a metal fence with a decorative top, and behind the fence, there are trees and a building with orange and red walls. The scene is captured in a cinematic style with soft lighting.

Défi 4 : Mesurer l'impact réel

1 collectivité sur 5 ignore encore l'impact réel de ses rénovations sur la consommation énergétique

En général, rénover vous a-t-il permis d'atteindre vos objectifs en matière d'efficacité énergétique, d'usage et d'impact environnemental ?

(question à choix unique)

44 %

Certains objectifs atteints

22 %

Tout les objectifs atteints

16 %

Cela dépend beaucoup d'un projet à l'autre

17 %

Je ne sais pas

Source : Enquête EduRénov sur la rénovation des bâtiments scolaires et éducatifs, auprès de collectivités, mars-juillet 2025

Parmi vos rénovations ayant atteint tous leurs objectifs, avez-vous observé une réduction de la consommation énergétique ?

55 %

des projets ayant atteint tous leurs objectifs remarquent une diminution significative de la consommation énergétique des bâtiments

Des avancées positives, mais une évaluation à affiner

Deux projets de rénovation sur trois atteignent tout ou partie des objectifs fixés : **une large majorité de collectivités répondantes ont atteint certains (44 %) ou tous les objectifs (22 %)** qu'elles s'étaient fixés.

Cependant, **près d'1 collectivité sur 5 (17 %) déclare ne pas savoir si les résultats sont au-rendez-vous**. En cause : des projets encore en phase travaux, ne permettant pas de mesurer pour l'instant les impacts réels de la rénovation, ou un manque d'outils pour mesurer et objectiver les résultats.

Ce flou autour des résultats traduit un besoin de meilleure définition des objectifs donnés aux projets de rénovation, et d'intensification des efforts dans l'évaluation des projets.

Une baisse significative de la consommation énergétique pour plus la moitié des collectivités déclarant avoir atteint tous leurs objectifs

Parmi les collectivités dont les projets ont atteint tous leurs objectifs, **55 % ont constaté une baisse significative de la consommation énergétique** (c'est-à-dire supérieure à 40 %).

Remerciements

Merci aux partenaires et aux différents experts pour leur contribution à cette 1ère édition

Nous remercions les élus interviewés :

Kléber Mesquida, Président du Département de l'Hérault
Arnaud Deslandes, Maire de Lille
Frédéric Burnier Framboret, Maire d'Albertville

Nous remercions l'ensemble des membres du groupe de travail et leur structure, qui ont contribué à l'élaboration, à la diffusion et à la rédaction de ce baromètre :

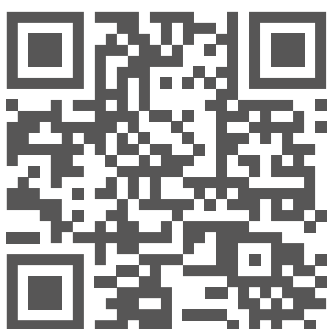
Eric KENDA et Pierrick DEGARDIN (ACTEE) ● Julien SCHMID (Bouygues Construction) ● Maher KAZAN (Cercle Promodul) ● Benjamin CHOULET, Emmanuelle COLLETER (CEREMA) ● Catherine MOULIN (Certivéa) ● Commissariat Général au Développement Durable ● Anne-Sophie TARDY (Construction 21) ● Nicolas NAVILLE, Caroline BOUTELOUP (CSTB) ● Jean-Manuel NEVES (EDE) ● Léon COUCKE et David DEKEYSER (Ekopolis) ● Marie COSNE (Enedis) ● Frédéric GALLOO (Equans) ● Luisa De Quattro (FedEpl) ● Denise PARTOUCHE et Loïc CHAPEAUX (FFB) ● Bénédicte ROUAULT (FLAME) ● Olga Oliveti-Selmi et Fabrice DESJARDIN (GRDF) ● Edwige Coureau-Falquerho (Institut Français de l'Éducation – ENS) ● le Ministère de la transition écologique ● Lorna FARRE, Benoit DONY et Christophe BRUNELLE (Secrétariat général du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) ● Laetitia Colcomb (Rénov'Acteurs) ● Olivier SERVANT et Pascal GENEST (Saint-Gobain) ● Florent HAFFNER (TEO-RARE).



Nous remercions également les structures qui ont relayé notre enquête auprès de leurs membres :

ACCD'OM ● AMF ● AMRF ● Association des Petites Villes de France ● Départements de France ● France Urbaine ● IdealCo ● Intercommunalités de France ● Régions de France ● Villes de France.

Inscrivez-vous au
programme ÉduRénov



Découvrez toutes
nos ressources ici



Contactez-nous :
edurenov@caissedesdepots.fr

ÉDURÉNOV

Simplifier la rénovation des écoles : de la crèche à l'université

Développé avec nos partenaires :

